



ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EURO-MÉDITERRANÉENNE



**Commission pour la Promotion de la Qualité de la Vie, les Échanges entre les
Sociétés Civiles et la Culture
RÉUNION**

Lundi 31 janvier 2011

**Salle du Sénat
Assemblée de la République, Lisbonne**

09.30 - 11.15 Première Période de Session

Discours d'ouverture d'Eduardo Cabrita, Président de la Commission de la Culture. Il souhaite la bienvenue aux participants et présente l'ordre du jour, suivi de l'adoption du procès-verbal de la réunion à Bruxelles. Une note a été annexée au procès-verbal indiquant que la délégation turque a émis une réserve concernant la référence au mot «génocide» dans l'intervention de Mr. Jean Boghossian.

Le Président informe les membres du Bureau et du Bureau Élargi en ce qui concerne la réunion qui a eu lieu à Rome la semaine précédente, que deux préoccupations principales ont surgi: d'une part, une grande discussion a eu lieu sur les événements ayant lieu en Tunisie et le Bureau a décidé de faire le deuil des victimes et de soutenir les efforts du peuple tunisien afin d'obtenir des changements démocratiques et, d'autre part, il y a eu la discussion d'un point relatif à la tolérance religieuse étant donné que le Bureau a soutenu les efforts des gouvernements contre le terrorisme et a réitéré son soutien à la liberté de religion. Le Président informe que la prochaine réunion du Bureau Élargi de l'APEM aura lieu à Rome, le 3 novembre. Une minute de silence a été respectée en hommage aux victimes qui ont lutté pour leur liberté en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays de la région.

Échange de points de vue sur "L'immigration et l'intégration: dialogue entre les nouvelles générations pour le développement d'une culture de paix"; (1^{er} Thème)

Charles Buchanan, Membre du Conseil Exécutif de la Fondation Luso-Américaine pour le Développement (FLAD).

En 2009, la Fondation Luso-Américaine a créé le Groupe d'Études Euro-Med-Atlantique (abréviation : GEEMA), dont le site Internet est www.geema.org. Il s'agit d'un mini-groupe de réflexion transatlantique et transméditerranéen qui organise des réunions et communique avec des partenaires, des chercheurs, des universitaires et des associations locales dans les pays du Maghreb, et d'autres groupes de réflexion aux États-Unis qui portent leur intérêt sur la région méditerranéenne. Ainsi, le Portugal utilise sa position géopolitique unique comme pivot des actions d'échange et communes entre les États-Unis, le propre Portugal et le Maghreb. Les groupes universitaires peuvent ensemble rechercher et publier via Internet. Ce n'est qu'ainsi – par le biais de campagnes de sensibilisation massive, non bureaucratiques et à faible coût, mais qui stimulent la mobilité, le contact via internet et les échanges entre les pays de la région méditerranéenne – que les barrières tomberont et que les contacts et les amitiés seront établis. Par conséquent, je soutiens un modèle à bas coût.

Je recommande que les principes suivants soient promus par les partenaires dans le Nord, en coopération avec des partenaires dans la Méditerranée Sud:

- 1 Mettre l'accent sur la collaboration pour réaliser des réformes éducatives afin d'orienter l'éducation des jeunes vers les besoins de l'emploi et des compétences ;
- 2 Souligner l'importance de la formation en entrepreneuriat chez les jeunes, enseigner les concepts, stimuler l'auto-initiative, et produire divers contacts directs, des programmes de formation ;
- 3 Développer les échanges d'étudiants: favoriser la circulation des étudiants ERASMUS ;
- 4 Promouvoir la formation des jeunes leaders/ promotion de l'emploi/ inclusion sociale dans toute la Région ;
- 5 Intégrer les fondements de l'UE, de force, si nécessaire, parce qu'ils ne représentent pas actuellement une partie assez grande de la solution, et ils apportent des moyens spéciaux pour travailler dans ce domaine;
- 6 Déclencher une sensibilisation multiple et les mécanismes du type groupe de réflexion pour éveiller les jeunes de la région, et ceux qui se trouvent aux États-Unis, et développer des projets communs, des produits et des publications.

En outre, la Fondation Luso-Américaine a soutenu de nombreuses publications dans le domaine de la migration, des débats et des conférences tenues à la Fondation, qui ont compté sur la présence de chercheurs du Maghreb.

António Vitorino, Ancien Commissaire Européen à la Justice et aux Affaires Intérieures

Ces dernières années, la migration internationale est devenue un thème majeur de l'agenda international. Sa taille, son impact, et la complexité de la question en tant que telle peut s'attendre à un accroissement dans le futur. La migration est de par sa nature un phénomène international qui requiert une réponse globale. Le rôle de la migration internationale, y compris comme vous l'avez mentionné en tant que libre circulation des travailleurs, dans le soutien de la croissance économique est un autre sujet clé de ce débat. Il sera également très important de relier le débat sur la migration avec les développements en cours dans les négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce. L'égalité et les droits des femmes et les questions sur l'accès aux droits à la nationalité et à la citoyenneté doivent aussi mériter notre attention.

Tous ces sujets font partie de l'agenda politique européen dans le cadre de notre propre réponse aux défis des migrations dans un monde globalisé. Le vieillissement et le déclin de la population en Europe et l'impact de cette évolution de la population sur l'économie européenne sont d'une importance cruciale pour nous lorsque nous considérons précisément la politique de migration pour le long terme.

Les hausses de productivité sont difficiles à prévoir, il est peu probable qu'elles compensent la diminution de la population active. Dans le contexte d'un déclin démographique et de vieillissement, les flux d'immigration plus soutenus sont plus souhaitables et nécessaires. La migration n'est pas la solution miracle au vieillissement

de la population, mais elle doit être une partie d'un tout qui répond à ces défis énormes, auxquels nous, Européens, sommes confrontés. De plus, les conflits, la dégradation de l'environnement, la peur de la persécution, les disparités dans le développement socio-économique et en perspective font bouger les gens. Beaucoup de gens veulent entrer dans l'UE car elle offre un environnement paisible, un niveau de vie relativement élevé, et des possibilités d'emploi. Notre position géographique, à proximité de nombreux pays d'origine et comprenant une longue frontière terrestre, en fait une destination attrayante.

Le développement d'un dialogue politique global avec les pays tiers représente également un élément clé de la politique de l'UE. Il s'agit de reconnaître qu'aucune politique de migration ou d'asile ne peut être efficace sans une coopération avec les pays d'origine. Ainsi, il est reconnu que la lutte contre la pauvreté, le respect des droits de l'homme, et la consolidation des États démocratiques, l'amélioration des conditions de vie, et la prévention des conflits doivent tous être intégrés dans le cadre d'une approche totalement globale de la politique migratoire, et nous sommes activement engagés dans de nombreux pays d'origine afin de coopérer dans ce sens.

11.30 – 13:00 Deuxième Période de Session: Échange de points de vue sur le «Dialogue entre cultures et religions: pour une Charte méditerranéenne de valeurs»; (2^{ème} Thème)

Mr. Jorge Sampaio, Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des Civilisations. La stratégie régionale de l'UNAOC pour la Méditerranée convoquera les acteurs culturels, économiques, sociaux et politiques afin de promouvoir la compréhension mutuelle et d'améliorer les perceptions mutuelles. Cette réunion aura pour but de désamorcer les tensions interculturelles, combler les fossés et renforcer la sécurité, le développement humain et le dialogue interculturel entre les sociétés, les institutions et les particuliers dans la région.

Cette stratégie permettra d'engendrer une propriété conjointe de ces objectifs entre les principaux intervenants. Elle fera avancer une culture de paix à travers une structure améliorée pour élaborer des politiques, offrir de nouvelles possibilités aux projets sur le terrain, relier les initiatives innovatrices dans toutes les régions, et promouvoir les contacts entre les peuples ainsi que la collaboration. Par le renforcement des capacités de base de la société civile et les relations à travers les frontières, cette stratégie peut aussi aider à stimuler le progrès dans le processus de paix au Moyen-Orient.

Nous devons créer de nouvelles opportunités pour de nouvelles expériences et interagir afin de construire un avenir meilleur pour les peuples de la région méditerranéenne. Le surpasement de nos difficultés actuelles de vivre ensemble est une obligation. Les gouvernements, les organisations internationales, les secteurs clés de la société civile, les organisations confessionnelles, les jeunes et les médias, nous sommes tous porteurs d'une responsabilité commune pour obtenir des résultats et faire la différence.

Mr. Mohamed Tozy, Professeur de Science Politique à l'Université Hassan II à Casablanca et à L'Université d'Aix en Provence,

La Méditerranée a toujours été considérée comme une donnée géographique « prise pour acquis », mais elle est rarement considérée comme un ensemble culturel. Son sort est souvent en jeu entre deux représentations diamétralement opposées: une frontière qui ne peut pas être franchie, délimitant deux espaces opposés de civilisations ou un «mare nostrum» utopiste extrait d'une «histoire» qui ne renvoie pas à l'autre.

S'aventurer dans une comparaison euro-méditerranéenne peut être considéré comme un exercice arbitraire. La familiarité que nous entretenons avec l'Europe et la Méditerranée ne serait pas nécessairement nous épargner de la tâche de déconstruction de la recherche. Nous ne pouvons pas trop insister sur le risque d'une telle entreprise puisque nous avons décidé de travailler sur la zone euro-méditerranéenne et de l'étudier comme une catégorie des sciences sociales. En effet, choisir un échantillon représentatif de 13.126 personnes provenant de la population euro-méditerranéenne est davantage un acte de bonne foi que scientifique. La décision prise - bien qu'arbitraire - porte une intentionnalité rationnelle qui se limite et implique une pensée réflexive. Cette réflexivité se base sur un historicisme scientifique qui s'appuie sur une déconstruction de preuves et une définition argumentative de son approche.

Le travail empirique que j'ai réalisé soutient notre hypothèse que la Méditerranée est une réalité tangible et complexe. Il confirme ainsi que les diverses populations se sont toujours côtoyées, observées, connues et fréquentées les unes les autres dans cet espace. Il soutient également que les populations continuent à le faire au-delà de toutes prévisions, malgré les obstacles et les préjugés qu'elles peuvent rencontrer. Ce voisinage à proximité a engendré un large éventail de situations: du conflit à la confrontation pacifique, tout en atteignant l'interpénétration et le syncrétisme. Ce travail est en effet la première étape dans cette voie et nous invite à plus d'un titre en termes de méthodologie d'interprétation et de conception de l'enquête. Ce travail nous invite également à l'humilité et à la prudence. Pour une plus grande perception de nos atouts et limites, nous avons besoin davantage de temps ainsi que d'une recherche patiente et sceptique, soutenus par une profonde croyance en la solidarité des interprétations et nourris par une forme d'humanisme plus centrée sur le plan de l'individualité et de l'intuition humaine subjective que sur les idées reçues.

14.00 - 13.00 Troisième Période de Session: Échange de points de vue sur le patrimoine méditerranéen: la préservation des sites archéologiques (3^{ème} Thème)

Maria Fernanda Matias, Présidente de la Fondation Gulbenkian.

La Fondation Gulbenkian a été, pendant des décennies, la seule institution portugaise à financer et à promouvoir des actions de réhabilitation du patrimoine d'origine portugaise existant en-dehors du pays, comme ce fut le cas aux Pays-Bas, à Malte, au Maroc, au Bénin, au Kenya, au Brésil, en Uruguay, en Iran, en Inde, au Bangladesh, en Thaïlande et en Malaisie. L'élaboration d'un inventaire du patrimoine historique d'origine portugaise a émané comme une séquence presque "naturelle" du travail développé.

Plus de 2.300 bâtiments et environ 530 sites répartis un peu partout, en partant de Los Palos, à Timor, jusqu'à la Colonie du Saint-Sacrement en Uruguay, marquent la présence portugaise dans le monde. Jusqu'à présent, les informations sur le patrimoine d'origine portugaise dans le monde ont été rares et éparées. Le projet de réunir dans un seul *corpus* les informations sur le plus grand nombre possible de tous ces vestiges architecturaux et urbanistiques comble cette lacune. Cette étude, élaborée sous la direction de l'historien José Mattoso commandée par le Président de la Fondation Calouste Gulbenkian, Rui Vilar, a débutée en 2007.

Il s'agit (le patrimoine historique) d'un immense héritage qui représente un témoignage durable du passage des Portugais dans les quatre coins du monde. L'empreinte des auteurs de la première globalisation est patente sur des milliers d'exemples de l'architecture civile, religieuse et militaire et sur des interventions urbaines de caractère unique.

Ce travail émane de l'intention de faire un relevé de ce patrimoine édifié en dehors de l'espace européen, avec une approche qui ne doit pas se limiter aux zones sur lesquelles les Portugais avaient un contrôle politique officiel. En réunissant le maximum d'informations possibles sur les monuments et les sites considérés comme étant notables, ce travail représente une liste *exhaustive* du patrimoine d'origine portugaise dans le monde.

Conclusions de Mr. Cabrita

Notre stratégie sera à présent de faire circuler les rapports avec les modifications proposées à tous les membres de la Commission avant le 3 mars, date à laquelle se déroulera notre prochaine réunion, afin d'être en mesure de présenter les recommandations à la Séance Plénière à Rome le jour suivant.

Autres questions

Aucunes.

Date et lieu de la prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu le 3 mars 2011 à Rome.